

QUATRE QUESTIONS À... PIERRE BELLAICHE, PRÉSIDENT DU SYNDICAT HIPPIQUE NATIONAL

“Privilégier le dialogue social : un impératif”

En cette période électorale, Pierre Bellaiche livre la position du Syndicat Hippique National, dont il est le président. Ce qu'il souhaite avant tout : “De la reconnaissance, de l'écoute.”



Pierre Bellaiche défend la cause des salariés de l'Institution hippique depuis quarante ans. Photo : Scoop Dyga

Pourquoi intervenez-vous dans le débat sur les élections professionnelles ?

Cela fait maintenant près de quarante ans que j'œuvre sans relâche pour défendre la situation des salariés de l'Institution hippique. J'ai été un facilitateur dans beaucoup de négociations sensibles qui ont abouti grâce notamment à mon action. Dernièrement, mon rôle constructif dans l'aboutissement de la réforme des retraites complémentaires (les ARS) et du PMH est reconnu par tous les esprits objectifs. Malgré mon style parfois un peu abrasif, je

suis avant tout un amoureux des courses et je pense que ces élections sont déterminantes pour prendre le bon virage.

Est-ce que vous “roulez pour quelqu'un” ?

Je ne “roule” pour personne. Ce n'est pas mon genre. On voit fleurir les nombreuses professions de foi des candidats et, à ma connaissance, aucun, je dis bien aucun d'entre eux, ne se soucie du sort des salariés de l'Institution. Est-ce digne des syndicats de propriétaires, des syndicats d'éleveurs, des syndicats d'entraîneurs de

ne pas se rapprocher des syndicats représentatifs du personnel, à l'occasion de ces élections ? Le rapport Augereau et le rapport Dupont sacrifient les salariés, l'Institution et le monopole de l'État pour un profit très aléatoire. On demande sans arrêt des réductions de charge et la cible privilégiée est toujours la même : les salariés.

Mais la situation impose des mesures d'économies quand on perd 40 millions d'euros par an ?

Suppressions d'emplois, perte d'acquis sociaux, perte d'avantages sur les retraites, fermeture d'hippodromes et surtout

l'ouverture à des capitaux privés.

Je n'entends parler que de restructurations, de baisse

d'investissement, de fusions de service, de vente d'hippodrome et d'externalisation des tâches qui incombent au personnel.

L'objectif de profits met en cause le développement de la filière. La casse sera certaine. À aucun moment, dans aucun article, dans aucune interview, ni dans aucune profession de foi, les intérêts des salariés n'ont été pris en compte.

Que demandez-vous ?

De la reconnaissance, de l'écoute. Nous n'admettons pas qu'on nous tienne à

l'écart du débat. Nous voulons le maintien et la défense des emplois, la sauvegarde de nos acquis sociaux, la refondation du caractère associatif, public et national de l'Institution, la rénovation du mutualisme, le renouvellement des rapports avec l'État et enfin, la participation des salariés dans l'élaboration de toutes les décisions. Pour retrouver le chemin de la croissance, l'Institution aura avant tout besoin de toutes ses forces vives et, au premier d'entre elles, de tous ses salariés.

■ RECUEILLI PAR AGENCE TIP

“À aucun moment, [...], les intérêts des salariés n'ont été pris en compte”